

une énorme différence, et vous avez l'embarras du choix. Le manque d'espace m'oblige à simplifier à l'extrême, mais on peut dire que le parti libéral représente une ingénierie gouvernementale hardie dans toute l'économie, alors que les conservateurs sont pour une intervention plus discrète; les libéraux comptent sur la sagesse et la bienveillance de l'État, les conservateurs, sur la justice du marché». C'est bien cela.

Le parti libéral-néo-démocrate, ou encore le parti libéral et le parti libéral de l'Ouest, croit en l'intervention puissante de l'État. Il préconise de dépenser davantage de recettes fiscales, d'emprunter davantage d'argent, de même que d'en dépenser, voire d'en gaspiller, davantage, mais il refuse de reconnaître la dure réalité selon laquelle il faut d'abord gagner l'argent que l'on dépense. On ne peut bâtir un pays sans investissements. Pour qu'il puisse prendre de l'expansion, il faut pouvoir compter sur des placements en actions, il faut encourager l'initiative.

M. Riis: Qui dit cela?

M. Blenkarn: Le député n'a qu'à lire certains discours que ses collègues et lui ont prononcés pour connaître la position de son parti sur l'intervention de l'État.

J'ai demandé où allait le pays. Je voudrais indiquer l'orientation qu'il devrait prendre. En premier lieu, jamais nous ne ferons de progrès si nous maintenons le budget du 12 novembre. Le ministre des Finances (M. MacEachen) lui-même a déclaré que le budget ne convenait plus parce que la conjoncture a évolué. Le budget ne donne pas de résultats parce qu'il ne s'attaque pas au problème. Le ministre l'a reconnu aux séances du comité. Le ministre d'État aux Finances (M. Busières) l'a même admis à la Chambre cet après-midi. Pourquoi le ministre ne retire-t-il pas alors son budget? Le gouvernement devrait balancer ce budget pour dissiper l'incertitude qu'il a causée aux Canadiens et tout reprendre à zéro.

Le Programme énergétique national a été présenté en novembre 1980. Dès sa présentation, les députés de l'opposition l'ont accueilli comme une catastrophe. Le gouvernement a répliqué à nos premières critiques que nous nous portions à la défense des grandes multinationales du pétrole. Ces sociétés se tiraient très bien d'affaire. Ce sont les sociétés pétrolières de taille moyenne du Canada qui sont en difficulté. Il suffit de vérifier le marché pour voir quelles sociétés sont chancelantes. Ce sont les sociétés pétrolières canadiennes. Elles sont en difficulté parce que le Programme énergétique national les a empêchées d'aller chercher sur le marché mondial les fonds dont elles avaient besoin pour bâtir leur entreprise. Il les a empêchées d'émettre des actions à New York, à Tokyo et à Londres. Trop peu d'investisseurs étaient prêts à risquer des fonds pour la prospection dans la mer de Beaufort ou à Hibernia, au large des côtes. Même au Canada, qui aurait voulu risquer son argent? De nombreux Canadiens étaient prêts à le faire, mais il fallait qu'ils soient soutenus par d'autres investisseurs. Ce sont des entreprises très risquées pour lesquelles les sociétés canadiennes avaient besoin de fonds. Mais qu'a fait le Programme énergétique national? Il a rendu le capital-risque inaccessible à ces sociétés et les a plutôt forcées à contracter des emprunts à de forts taux d'intérêt. Voilà pourquoi elles sont en difficulté. L'industrie est vraiment en difficulté quand on se retrouve devant des mesures aussi discriminatoires que celles du PEN et des dispositions de rétroparticipation, par

Pouvoir d'emprunt—Loi

exemple, à l'égard des terres du Canada. Personne n'ira investir quand on a l'impression que le gouvernement est prêt à vous exproprier moyennant une indemnisation dérisoire.

• (1740)

Il nous faut un programme de concessions fiscales. Il nous faut un programme d'encouragement. Nous avons besoin d'un programme qui donnera aux investisseurs la possibilité de gagner vraiment de l'argent. Nous devons encourager ceux qui sont prêts à parier sur le Canada. Ce genre de personnes existe, mais elles ne seront pas prêtes à faire ce genre d'investissement tant qu'il y aura un impôt sur les gains en capital, tant que la situation sera la même à l'égard des fonds de pension ou des REER et que l'investisseur ne pourra pas considérer comme un gain en capital l'argent qu'il sortira de son fonds de pension. Tout notre système de pension et les investissements réalisés au moyen de ces fonds visent à promouvoir les investissements en titres de dette plutôt que les placements en actions. Tant que nous ne serons pas prêts à modifier certaines lois fiscales de façon à rendre les placements plus rentables, il n'y aura pas d'investissements de ce genre.

Je constate que le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) est d'accord avec moi. Je suis heureux de l'entendre. J'espère qu'en discutant avec ses collègues il arrivera à leur faire changer leurs priorités pour favoriser les investissements et permettre aux gens de bâtir notre pays et de prendre certains risques.

M. Wilson: Où était-il l'année dernière?

M. Blenkarn: Le député d'Etoibicoke-Centre (M. Wilson) demande où il était l'automne dernier? Si je me souviens bien, il défendait le budget.

En tout cas, il nous faut également une bonne politique monétaire. Les députés à ma gauche seraient sans doute d'accord pour faire marcher la planche à billets ou pour instaurer certains contrôles, peut-être un contrôle des changes. Leur dirigeant a parlé d'un contrôle des changes. Peut-être voudrait-il nationaliser les banques. Ce qu'il nous faut, c'est une bonne politique monétaire qui permettra de débloquer suffisamment de crédits pour financer les transactions. Je soutiens, monsieur l'Orateur, qu'il est impossible de freiner l'inflation avec succès en se contentant de réduire la masse monétaire. Il faut continuer à injecter suffisamment d'argent, faute de quoi l'économie va perdre toute vitalité. Ces dix-huit derniers mois, la politique de la Banque du Canada a consisté à maintenir la masse monétaire à un niveau beaucoup trop bas afin de soutenir la valeur de notre monnaie. Selon moi, ce n'était pas là le moyen de procéder. Il faut régler notre masse monétaire avec bon sens, non pas imprimer des billets à volonté, mais veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'argent dans le système pour satisfaire aux besoins en crédit.

Il nous faut un programme qui assure aux investisseurs et aux observateurs de la situation au Canada que le déficit fédéral sera réduit pour faire place à un excédent budgétaire d'ici cinq ans, que nous n'allons pas continuer à hypothéquer l'avenir de nos enfants. Nous n'avons obtenu aucun programme du genre du gouvernement actuel, nous n'avons effectivement pas trouvé dans le budget de novembre dernier la moindre indication que le gouvernement tenait la solution pour sortir le pays de l'ornière.